

Gestion des eaux pluviales rue de Bretigny

MAITRE D'OUVRAGE
Commune de NORGES LA VILLE



MAITRE D'OEUVRE



MARCHE DE TRAVAUX

VRD

Pièce n° 1

*REGLEMENT DE LA CONSULTATION
RC*

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : le 11 juin 2025 à 12h

Maître d'Ouvrage :
Commune de Norgés la Ville
5 rue des Sources
21490 NORGES LA VILLE

Le pouvoir adjudicateur est la commune de Norgés la Ville représentée par son Maire.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Gestion de eaux pluviales rue de Bretigny à Norgés la Ville.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée définie à l'article L2123-1 du code la commande publique. Elle est lancée en vue de l'attribution d'un marché de travaux.

Une négociation pourra être engagée à l'issue de l'ouverture des plis

2.2 Décomposition en lots et en tranches

Sans Objet

2.3 Durée du marché

Les travaux pourraient débuter en juillet 2025.

Les règles concernant la durée du marché sont fixées dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 Contrôle technique

Sans objet.

2.6 Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de désigner un coordonnateur SPS en cours de chantier.

2.7 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Retenue de garantie

Cf. le CCAP joint.

2.10 Forme Juridique

Le marché pourra être attribué à une entreprise générale ou à un groupement d'entreprises solidaires ou à minima conjoint avec mandataire solidaire.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et dans l'unité monétaire "euros".

Le candidat devra présenter un dossier complet.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes.

A) La déclaration du candidat (imprimé DC1 et DC2) : en veillant, en cas d'appartenance à un groupe, à bien préciser si le potentiel du groupe sera susceptible d'être mobilisé dans le cadre du marché ;

B) Une attestation sur l'honneur dûment datée et signée par laquelle le candidat certifie qu'il a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales ou les certificats fiscaux et sociaux attestant de la situation fiscale et sociale du candidat au 31 décembre 2024 ;

C) Déclaration de non interdiction de concourir ;

D) En ce qui concerne les entreprises en redressement judiciaire, joindre le jugement qui les autorise à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

E) Des certificats de capacités correspondants aux travaux demandés dans le cadre de ce marché ;

F) Pour les entreprises nouvellement créées, une copie certifiée du récépissé de dépôt au centre de formalité des entreprises ;

G) Une note technique indiquant :

- Le déroulement du chantier sur lequel l'(les) entreprise(s) s'engage(nt) : organisation du chantier, les moyens humains et techniques mis en œuvre à tous les stades d'évolution du chantier, planning.
- Les mesures prises en matière de sécurité et protection de l'environnement.

Cette note technique permettra au Maître d'ouvrage d'apprécier les capacités du candidat et si les moyens mis en œuvre pour le chantier sont suffisants ou non pour respecter les délais ;

H) Une liste des prestations que le candidat souhaite sous-traiter et les moyens et compétences du (des) sous-traitant(s) ;

I) Un acte d'engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de tous les prestataires ayant vocation à être titulaires du marché :

Cet acte d'engagement sera chiffré (montant des travaux, etc.), le délai d'exécution indiqué, et accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe au cadre d'engagement en cas de sous-traitance). Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder ;

J) Le bordereau des prix unitaires : cadre ci-joint à compléter ;

K) Le détail estimatif : cadre ci-joint à compléter.

En cas de candidatures groupées, sous peine de nullité du pli, le dossier devra contenir une lettre de candidature signée par le mandataire et ses cotraitants. De plus, les documents énumérés ci-dessus sont exigés pour ces derniers.

N.B. : JUSTIFICATION DES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le marché ne peut être attribué à un candidat retenu, que sous réserve que celui-ci produise dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents (l'article R2143-15 du code la commande publique c'est-à-dire :

Les certificats fiscaux et sociaux visés dans la déclaration du candidat, attestant de la situation de l'entreprise au 31 décembre 2024.

Le candidat retenu par le pouvoir adjudicateur devra, sous peine de voir son offre écartée, produire ses certificats sociaux et fiscaux, dans un délai maximum de 7 jours à compter de la réception de la demande émise par le Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 4 – CHOIX DES CANDIDATS ET CLASSEMENT DES OFFRES

Les candidatures retenues seront celles qui auront fourni tous les éléments demandés et dont les moyens et les capacités seront jugés suffisants.

Sur la base de critères ci-dessous énoncés et après examen des offres une proposition

de classement est proposée au pouvoir adjudicateur qui attribue le marché.

Les critères pris en compte pour les offres sont :

Rang	Critère de jugement des offres	Pondération (P)
1	Prix des prestations	80
2	Note technique	20

Les notes obtenues par les candidats en fonction des critères de jugement et des pondérations qui leur sont attribuées, sont données par les formules et critères de notation suivants :

Note pour les prix des prestations :

$$\text{note du candidat} = P \times \frac{\text{prix le plus bas}}{\text{prix de l'offre}}$$

Note pour la note technique :

Note sur 20 appréciée en fonction de la qualité des éléments demandés au paragraphe G) de l'article 3 (note sur 10 pour chaque point demandé).

Classement des offres

Les offres des entreprises seront classées en fonction de la note globale obtenue de la plus élevée à la moins élevée. En cas d'égalité sur le résultat final, le critère du montant de l'offre sera prépondérant.

POUR LES LOTS A PRIX UNITAIRES ET FORFAITAIRES :

– En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

– Concernant l'analyse du prix de l'offre, dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

– Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur, se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que les **pénalités de retard sont importantes**, le délai d'exécution étant un élément substantiel pour limiter le gêne aux usagers des voies.

Tout projet de marché incomplètement constitué ou signé sera éliminé.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D’ENVOI DES OFFRES

Modalités de transmission électronique des plis

La transmission des candidatures et des offres par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur de la collectivité : <https://www.marches-securises.fr/entreprise/>

Pour tout renseignement relatif à l’usage de la plate-forme, les entreprises peuvent s’adresser à l’équipe support de cette dernière.

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l’un comporte les pièces de la candidature et l’autre, les pièces de l’offre, dans le cas d’une seule enveloppe). Chaque transmission fera l’objet d’une date certaine de réception et d’un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d’une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention "copie de sauvegarde", ainsi que le nom du candidat et l’identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les seules extensions de fichiers autorisées sont .doc .xls .pdf .rtf .jpg .jpeg .ppt .dwg. Les fichiers peuvent être compressés dans un .zip.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l’objet d’une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n’emporte pas valeur d’engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d’un autre Etat-membre de l’Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d’utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d’accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l’objet d’un archivage de sécurité et sera réputé n’avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l’ouverture des plis. Les candidats sont informés que l’attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Pour éviter que les courriels transmis durant la consultation aillent dans les mails indésirables, ou en SPAM, veuillez-vous rapprocher du service technique de votre messagerie pour rectifier les paramétrages de restriction et autoriser les mails provenant de la plateforme <https://www.marches-securises.fr/entreprise/?>

La remise des offres par télécopie n'est pas acceptée.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, que ce soit des questions techniques ou administratives, les candidats devront passer par le profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr/entreprise/?>.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS DIVERSES

Le candidat qui aura remis une proposition ne sera pas autorisé à modifier ou à retirer son offre initiale.

La notification des résultats de l'appel d'offres sera exclusivement faite par écrit : aucun règlement ne sera communiqué par téléphone.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser les documents (acte d'engagement, bordereau de prix, détail estimatif...) établis par le maître de l'ouvrage et éviter de les redactylographier : toute modification fera l'objet d'un courrier séparé.